



Review Article

Insécurité du logement et insécurité alimentaire à Cambridge Bay : lumières sur une interrelation

Séraphin Guy Balla Ndegue^{a*}

Caroline Hervé^b

Université Laval; ORCID: [0000-0002-4211-4116](https://orcid.org/0000-0002-4211-4116)

Université Laval; ORCID: [0000-0002-2146-3739](https://orcid.org/0000-0002-2146-3739)

Résumé

La crise du logement et l'insécurité alimentaires sont des préoccupations majeures dans les communautés inuites du Canada, et tout particulièrement au Nunavut.

Pourtant, bien que les débats autour de ces questions soient particulièrement féconds, la corrélation entre les deux problèmes a jusque-là été faiblement adressée par les recherches anthropologiques. Sur la base des données collectées à Cambridge Bay, cet article montre que l'insécurité alimentaire a partie liée avec l'histoire coloniale qui aura sédentarisé les Inuits et bouleversé leur espace social alimentaire, ainsi qu'avec une conjoncture environnementale et économique fragile. Les Inuits se retrouvent aujourd'hui confrontés à la baisse des activités

de collecte, aux changements climatiques, à la faiblesse des revenus et au problème de logement. Mais au cœur de tous ces problèmes aux racines structurelles, la vétusté et le manque de logements viennent aggraver l'insécurité alimentaire en ce qu'ils induisent des dépenses supplémentaires, la surpopulation des ménages et contraignent beaucoup d'Inuit à l'itinérance. Les solutions à l'insécurité alimentaire doivent donc, sans négliger les autres aspects, prendre en compte la question du logement ; ce qui requiert aussi d'impliquer les Inuits eux-mêmes dans les décisions y afférentes.

*Corresponding author: seraphin-guy.balla-ndegue.1@ulaval.ca

Copyright © 2024 by the Author. Open access under CC-BY-SA license.

DOI: [10.15353/cfs-rcea.v11i3.664](https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v11i3.664)

ISSN: 2292-3071

Keywords: Cambridge Bay; Inuit; itinérance; logement; sécurité alimentaire ; surpeuplement

Abstract

The housing crisis and food insecurity are major concerns in Inuit communities in Canada, and particularly in Nunavut. However, although the debates around these issues are fruitful, the correlation between the two problems has so far been poorly addressed by anthropological research. Based on data collected in Cambridge Bay, this article shows that food insecurity is linked to a colonial history that imposed sedentarism upon the Inuit and disrupted their social food space, as well as to a fragile environmental and economic situation. Inuit are now faced with a decline

in hunting and foraging, climate change, low incomes and the housing problem. But at the heart of all these structural problems, the dilapidation and lack of housing aggravate food insecurity by inducing additional expenses, household overcrowding and forcing many Inuit into homelessness. Solutions to food insecurity must therefore, without neglecting other aspects, take into account the question of housing; which also requires Inuit involvement in the related decisions.

Introduction

L'insécurité alimentaire dans les communautés inuit est une préoccupation majeure au Canada (Robin, 2019), notamment dans l'Inuit Nunangat¹ où le nombre de personnes souffrant de la faim et d'un faible accès aux aliments nutritifs de qualité est plus élevé que partout ailleurs. L'insécurité alimentaire est généralement comprise comme une situation où les membres d'un ménage peinent, de façon continue, à se procurer une quantité d'aliments suffisante, n'ont pas les moyens de s'offrir des repas nutritifs et culturellement appropriés, ou alors, sont contraints de sauter des repas et de réduire des portions parce qu'il n'y a pas assez de nourriture ni d'argent pour s'en acheter (Arriagada, 2017). Le pouvoir

d'achat apparaît alors souvent comme un critère important pour évaluer l'insécurité alimentaire, et la plupart des solutions esquissées pour ce problème mettent l'accent sur l'aspect économique (emplois, coût des produits alimentaires, etc.). Pourtant, bien que l'accès permanent à la nourriture en qualité et en quantité suffisante soit un des principaux enjeux de la sécurité alimentaire, ce problème ne saurait être résolu dans le contexte nordique, sans la prise en compte de problèmes corollaires, tels que le surpeuplement des ménages, l'itinérance et plus largement, l'accès au logement. C'est du moins ce qui ressort de nos enquêtes au Nunavut, plus précisément à Cambridge Bay. Les

¹ L'Inuit Nunangat ou territoire inuit constitue près du tiers des terres du Canada. Il regroupe 51 collectivités situées dans la région inuvialuite (Territoires du Nord-Ouest), le Nunavut, le Nunavik (nord du Québec) et le Nunatsiavut (nord du Labrador). Cf. <https://atlasdespeuplesautochtonesducanada.ca/article/inuit-nunangat-2/>, consulté en avril 2023.

personnes aux prises avec des problèmes alimentaires mettent pour la plupart en cause soit le surpeuplement de leur ménage, soit l'impact des dépenses de logement (loyer, chauffage, réparations, remplacement des équipements, etc.) sur le revenu disponible, ou encore l'itinérance pour expliquer leur situation.

En effet, l'hébergement de proches et de membres de la famille à charge est une pratique très répandue chez les Inuit (Brière et Laugrand, 2017), tout comme la commensalité est relationnelle, c'est-à-dire qu'elle se traduit par le partage des aliments avec la parenté et des proches (Harder et Wenzel, 2012 ; Labrèche, 2006). Toutefois, cette culture du partage se réalise aujourd'hui dans un contexte où les Inuit, sédentarisés, ont progressivement adopté de nouveaux aliments, surtout à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle. D'autres facteurs, tels que l'avènement du salariat, l'implantation des épiceries sur leur territoire, leurs interactions multiformes avec les populations du Sud, ainsi que l'influence récente des médias et d'Internet, les exposent aussi à de nouvelles habitudes alimentaires et culinaires. Entretemps, le faible renouvellement du parc immobilier dans les communautés fait que la plupart des logements sont exigus, nécessitent des réparations majeures, sont mal équipés, surpeuplés et en nombre insuffisant, ce qui, par la bande, crée des difficultés alimentaires. Or, la relation entre l'insécurité résidentielle (surpeuplement, pénurie, itinérance, etc.) et l'insécurité alimentaire n'a été que très peu traitée au Nunavut.

Sur la base des données tirées d'entrevues réalisées à la municipalité de Cambridge Bay, nous explorons, sous l'angle anthropologique, les dynamiques complexes qui s'articulent entre l'insécurité alimentaire et les problèmes de logement, leur surpeuplement et l'itinérance.

À cet effet, le concept « d'espace social alimentaire » (Poulain, 2003) aidera à appréhender les problèmes alimentaires comme n'étant pas coupés des dimensions sociales et culturelles de la vie des Inuit. Ces problèmes se comprennent aussi en relation avec leur culture, leur histoire, ainsi qu'à l'aune des dynamiques contemporaines de leurs institutions. La perspective est aussi politique, parce que la mise en place de dispositifs qui régulent, contrôlent ou facilitent l'accès des Inuit à la nourriture dans le respect de leurs pratiques culturelles soulève inévitablement la question de leur participation à la gouvernance de leurs communautés. Les décisions qui touchent à la question du logement et au système alimentaire seront d'autant plus acceptables par les Inuit qu'elles les impliqueront directement. On peut alors comprendre que les Inuit préfèrent parler de « souveraineté alimentaire » plutôt que de « sécurité alimentaire », pour mieux exprimer leur volonté d'avoir leur mot à dire. D'où l'intérêt ici du concept de *power shift*, c'est-à-dire un changement de relations de pouvoir entre les communautés et les instances politiques, pour que les Inuit définissent eux-mêmes leurs politiques alimentaires (McSween, 2019). Après un bref survol des perspectives théoriques sur la sécurité alimentaire, l'article présentera la méthodologie de la recherche. Les données de terrain faites essentiellement d'entrevues réalisées à Cambridge Bay aideront ensuite à mieux cerner l'intrication entre la sédentarisation historique des Inuit dans des logements exigus aujourd'hui vétustes et l'insécurité alimentaire. Nous discuterons enfin ces résultats pour montrer que l'insécurité alimentaire à Cambridge Bay a un ancrage structurel qu'il convient de résoudre en même temps que l'insécurité résidentielle.

L'insécurité alimentaire : le concept et ses perspectives

Le terme « insécurité alimentaire » a été utilisé pour la première fois dans les années 1970 pour qualifier l'indisponibilité de la nourriture à l'échelle des États. Devenu objet d'étude au cours des décennies suivantes, le terme a peu à peu été compris et analysé à la lumière du contexte mondial, notamment du processus d'industrialisation de la production alimentaire, puis du phénomène de la mondialisation. À l'issue de la Conférence de Rome en 1974, l'une des principales orientations retenues pour résoudre les problèmes alimentaires fut d'augmenter la production alimentaire, considérant la croissance soutenue de la population mondiale. Au fil des années, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) va ajuster cette perspective en invitant à améliorer les systèmes de distribution pour faciliter partout l'accès à la nourriture. Elle va également relever que la sécurité alimentaire implique que la nourriture soit culturellement acceptable et que le système alimentaire propre à chaque communauté doit être durable et favoriser la souveraineté et la justice sociale (Lamalice et al., 2016).

Cette dernière orientation donnée par la FAO a un écho favorable dans les communautés inuit, soucieuses qu'elles sont de préserver leur alimentation traditionnelle et leur culture. En effet, les activités de récolte des aliments traditionnels sont non seulement une clé de leur identité, de leur santé et de leur survie, mais sont également l'un des moyens de transmission de leurs valeurs culturelles et de leurs savoirs (Lamalice et al., 2016). Parler de la dimension culturelle de la sécurité alimentaire chez les Inuit, comme chez tous les Autochtones, devrait donc inclure les connaissances sur la nourriture, l'accès et la permanence de ces aliments parmi les indicateurs de la sécurité alimentaire (Power, 2008). De ce point de vue, ce que les Inuit considèrent

comme disponibilité ou rareté alimentaire, ou encore nourriture adéquate, émane de leur culture, de leurs croyances et de leur relation au monde (Laflamme, 2014). Il faut également savoir que l'incertitude et l'imprévisibilité, qui sont implicites dans le concept d'insécurité, font plus naturellement partie du mode de vie des Inuit par rapport aux sociétés du Sud : « pour les Inuits, l'incertitude, le changement continu, l'imprévisibilité, la transformation sont des données constantes de leur environnement, de sorte que les maîtres mots demeurent plutôt l'observation, l'adaptabilité, la négociation, et même l'improvisation », explique Laugrand (2013, p. 2). Pour avoir donc bouleversé leur mode de vie et introduit de nouvelles normes de la sécurité sociale, l'événement colonial est incriminé dans nombre de vulnérabilités actuelles chez les Inuit.

En effet, au motif de rechercher la sécurité (sociale, économique, sanitaire, etc.) selon les standards occidentaux, les instances canadiennes de pouvoir, détenues à majorité par les non-Inuit, ont par le passé appliqué aux Inuit des mesures contrôlantes, intrusives et dénégatives de leur culture. C'est pourquoi les concepts de sécurité/insécurité, pris dans leur acception occidentale, sont potentiellement sujets à controverse dans les milieux inuit (et autochtones en général), parce qu'ils sont porteurs d'enjeux de contrôle social (Laugrand et Oosten, 2002 ; Lévesque, 2011). Dénués de toute contextualisation donc, ces concepts, appliqués au domaine alimentaire chez les Inuit, peuvent fixer le déni colonial de leurs valeurs. Dans notre analyse, les mots insécurité/sécurité traduisent alors les enjeux alimentaires chez les Inuit non pas dans un rapport de correspondance avec des standards modernes en la matière, mais en confrontant plutôt

lesdits standards avec la réalité inuit, pour en déceler les limites et les contradictions.

C'est pour bien mettre en perspective cette préoccupation des Inuit à se départir du colonialisme et à renforcer leur autonomie face aux défis alimentaires que le concept de souveraineté alimentaire trouve chez eux un écho favorable. Il renvoie ici au droit et au pouvoir reconnus à chaque communauté de décider des modalités de la production, de la distribution et de la consommation de sa nourriture en fonction de ses goûts et de ses traditions. Plus holistique que la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire traduit l'aspiration des Inuit à plus d'autonomie politique et économique au sein de l'État canadien, et donc, à avoir leur mot à dire pour endiguer les problèmes alimentaires (Desmarais et Wittman, 2014 ; Lamalice et al., 2016). Cette autonomie doit être atteinte à tous les niveaux, qu'il s'agisse de la gouvernance, des politiques sociales, économiques et culturelles. Pour cela, il faut une reconfiguration des relations de pouvoir entre les communautés et le gouvernement fédéral. Ce besoin de changement, plusieurs fois exprimé par nos interlocuteurs sur le terrain, sera discuté à la lumière du concept de *power shift* (Mann, 2014).

Le concept de *power shift* a été valorisé par le mouvement Via Campesina, né en Amérique latine et au Pays basque pour défendre les intérêts des paysans en matière agricole et foncière, face au monopole des États et des multinationales. C'est également ce mouvement qui a consacré le concept de souveraineté alimentaire, mettant de côté celui de sécurité alimentaire, pour mettre l'accent sur la dimension politique de la question alimentaire, notamment en ce qui a trait à la gestion de la terre / du territoire, aux droits des minorités, à la résistance aux agro-industries, etc. Le *power shift* est un passage obligé pour atteindre la souveraineté alimentaire autochtone, car c'est en rompant avec l'étreinte paternaliste des États et des organisations

transnationales que les Autochtones peuvent reprendre l'initiative dans la prise des décisions qui les concernent. S'ils préfèrent bien souvent parler de souveraineté alimentaire plutôt que de sécurité alimentaire, c'est justement pour souligner leur droit à la gestion de leur territoire, de leurs ressources et de leurs communautés.

On le comprend, donc, la question alimentaire n'est pas dissociable des autres aspects de la vie des Inuit. Voilà pourquoi le concept d'espace social alimentaire, tel que théorisé par Poulain (2003), nous a paru pertinent pour rendre compte, de façon plus globale, des contraintes qui affectent la sécurité alimentaire des Inuit, notamment la surpopulation des ménages. En effet, selon Poulain (2003), on ne saurait traiter de l'alimentation sans tenir compte des questions sociales, politiques et culturelles. La portée heuristique de son concept se situe alors dans la relation qu'il établit entre les aspects à la fois biologique, culturel et territorial de tout système alimentaire. Or ce lien entre nourriture et territoire est très important chez les Inuit (Granger, 2022). De la même façon, les contraintes sur le système alimentaire sont multifactorielles : biologique, écologique ou culturelle. La culture est alors considérée par l'auteur comme un espace de liberté qui permet aux humains de s'adapter à tout type d'environnement. En relevant le caractère social de tout système alimentaire, fait d'adaptabilité et de variabilité, Poulain (2003) relativise du même coup les théories déterministes, possibilistes et environnementalistes, estimant que l'alimentation est quelque chose d'évolutif et de pluridimensionnel. Il identifie pour cela six dimensions de l'espace social alimentaire : le mangeable (le choix opéré par un groupe humain parmi les entités de la biodiversité) ; le système alimentaire (ensemble des structures qui interviennent depuis la collecte jusqu'à la préparation culinaire, en passant par toutes les étapes de la production-transformation) ; l'espace culinaire (à la fois géographique : la distribution dans les lieux ; social :

la répartition sexuelle et sociale des activités de cuisine ; et logique : espace de relations formelles et structurales) ; les habitudes de consommation (définition du repas, son organisation, la commensalité, les horaires, le nombre et le contexte de prise, les modalités de consommation, etc.) ; la temporalité alimentaire qui se rapporte au caractère cyclique de certains aliments (saison, migration des gibiers, temps des récoltes, etc.) ; et enfin, les différenciations sociales, car l'alimentation dessine les contours d'un groupe social ainsi que la grammaire des différences entre sexes, classes d'âges et catégories sociales. L'alimentation participe donc de la structuration et de l'organisation sociale d'un groupe. L'espace social alimentaire dévoile ainsi les représentations que se fait une société des aliments qu'elle consomme et les interactions multiformes qui y ont lieu (Granger, 2022). Poulain (2003) en déduit qu'il est un fait social total au sens maussien du terme, c'est-à-dire qu'il met en branle la totalité de la société et de ses institutions. Cela est particulièrement vrai pour les Inuit, pour qui le partage de la nourriture est au cœur des relations sociales à tous les niveaux. L'espace social alimentaire permet alors d'aborder l'alimentation des Inuit de Cambridge Bay comme un tout imbriquant diverses formes de pratiques et de relations d'ordre social, économique et symbolique, qui sont soumises à des influences à la fois historiques et conjoncturelles. L'une de ces influences à Cambridge Bay est la question du logement.

Situé au Nunavut, à mi-chemin entre Yellowknife et Resolute Bay, Cambridge Bay est la principale municipalité de la région du Kitikmeot, dont elle héberge les services administratifs. Elle se situe sur la côte sud-est de l'île Victoria, à l'ouest du golfe Queen Maud et se rétrécit dans le détroit de Dease. Cette situation géographique lui permet de bénéficier de nombreuses ressources halieutiques, d'où son nom en inuinaqtun : Iqaluktuuttiaq, c'est-à-dire « l'endroit où il fait bon pêcher ». Outre la pêche, les Inuit de Cambridge Bay récoltent des petits fruits et pratiquent la chasse. Il s'agit d'un territoire riche d'une faune abondante et d'une flore saisonnière, desquelles les Inuit tirent l'essentiel de leur alimentation traditionnelle. Leur alimentation traditionnelle est donc faite de viande de gibiers, d'oiseaux, de poissons, de fruits de mer et de mammifères marins, ainsi que de petits fruits et de plantes sauvages. Le prélèvement des aliments se fait par la chasse, la pêche et la cueillette. Toutefois, à cause de l'action anthropique, des changements socioéconomiques et climatiques, toutes ces ressources sont exposées à la pollution et se raréfient (Counil et al., 2011 ; Duhaime et al., 2002 ; Inuit Tapiriit Kanatami, 2021). Les Inuit de Cambridge Bay éprouvent donc de plus en plus de difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires ; des difficultés auxquelles viennent s'ajouter les problèmes de logement.

La crise du logement : un problème chronique dans le Nunavut

Tout le Nunavut fait face à une crise du logement qui a été signalée par Statistique Canada (2022) à la suite de son dernier recensement (datant de 2021). Ledit recensement, ainsi que le *Rapport sur le logement dans le Nord* de la Société canadienne d'hypothèques et de

logement (SCHL), publié en décembre 2022, relèvent que l'abordabilité et la disponibilité des logements restent des problèmes importants au Nunavut, plus que partout ailleurs au Canada. Ils font également état de l'augmentation des logements surpeuplés, comme c'est

le cas à Cambridge Bay. Les besoins sont d'autant plus difficiles à combler que les coûts de construction, d'exploitation et d'entretien de logements sont particulièrement onéreux. Comparativement à la moyenne nationale de 10,1 %, les besoins impérieux en logements dans le Nunavut se chiffrent à 32,9 %. Selon un reportage de Radio-Canada (2022) sur la base des données de la Société d'habitation du Nunavut de 2020, on estime à plus de 3500 les ménages qui ont besoin d'un logement. Ce chiffre augmente avec l'essor démographique, car le Nunavut est la région du Canada avec la population la plus jeune et le taux de fécondité le plus élevé. Toujours d'après le même rapport, environ 33 % des ménages vivent dans des logements inabordables ou non convenables du point de vue de la qualité ou de la taille et n'ont pas les moyens de se payer un autre logement. Cette proportion est la plus élevée par rapport aux autres provinces et territoires du pays. Sur environ 46,2 % des ménages inuit éprouvant des besoins impérieux de logement, les locataires sont plus nombreux par rapport aux Inuit propriétaires (22 %) ; 32 % de ces ménages habitent des logements qui nécessitent des réparations, tandis que 53 % vivent dans des logements de taille inappropriée où il n'y a pas suffisamment de chambres (SCHL, 2022).

Il faut par ailleurs souligner que la plupart des gens habitent des logements publics ou subventionnés et donc, hors marché. Néanmoins, certains ménages, très minoritaires, ont accès à des prêts hypothécaires ordinaires. Or, d'après le rapport de la SCHL (2022), le montant mensuel moyen des obligations pour les prêts hypothécaires a augmenté d'environ 5 %, pour s'établir à 1 976 \$ entre 2021 et 2022. Le rapport précise que la

proportion la plus importante de détenteurs de prêts hypothécaires à travers le Nunavut concerne la tranche d'âge de 35 à 44 ans. Celle-ci détient également le plus élevé (32 %) des soldes hypothécaires non remboursés. À l'inverse, les groupes dont la proportion de détenteurs de prêts hypothécaires est la plus faible sont ceux des personnes de moins de 25 ans et les aînés de 74 ans et plus, du fait de leur faible représentativité dans les emplois bien rémunérés. Considérant que la population du Nunavut est jeune, la faible proportion de prêts hypothécaires détenus par les moins de 25 ans est un signe que cette catégorie a des difficultés d'accès à un logement du marché. Ruiz-Castell et ses collaborateurs (2015) démontrent à ce sujet que malgré la priorité donnée aux familles à faible revenu et avec enfants dans l'attribution des logements où le loyer est fixé en fonction du revenu, les conditions de surpeuplement étaient plus élevées chez les personnes au statut socioéconomique inférieur.

Cambridge Bay a aussi ces problèmes de logement. D'après le témoignage des Inuit et des travailleurs non inuit de la municipalité, de nombreux logements sont non convenables, c'est-à-dire de surface modeste, mal équipés, peu ventilés et avec un nombre insuffisant de chambres à coucher. Or, de l'état d'un logement et de ses équipements dépend le type de cuisine que l'on peut y entreprendre. Pour les ménages surpeuplés, la pression sur l'espace de la cuisine et sur les équipements culinaires crée des contraintes quant à ce qu'on peut conserver, préparer et manger. C'est ce lien entre les conditions de logement et les difficultés alimentaires qui nous intéresse.

Méthodologie

Cette recherche a été menée dans le cadre du projet « Participatory Action for an Inuit-Led Research on Food Production and Nutrition in Inuit Nunangat », financé par Sentinelle Nord² pour une durée de trois ans entre 2019 et 2022. Ce projet a finalement été bouclé en mars 2024, à cause des nombreux délais occasionnés par la pandémie de Covid-19. Mené selon une approche partenariale³ et transdisciplinaire⁴, le projet avait pour objectif d'appuyer la communauté inuit de Cambridge Bay dans la création de son propre système de production alimentaire, à savoir une serre. La contribution des anthropologues à ce projet a consisté à documenter les habitudes alimentaires des Inuit, notamment la place des aliments traditionnels et des légumes ; leurs perspectives sur la culture végétale et sur l'insécurité alimentaire ; la réalité des maladies chroniques en lien avec l'alimentation (cas du diabète). C'est au fil des entretiens avec les Inuit et les non-Inuit sur ces sujets que la question du logement a émergé comme ayant une influence sur l'alimentation. Nous avons alors jugé intéressant d'approfondir les entretiens sur ce lien. Les données ici mobilisées ont été collectées lors de trois séjours effectués à Cambridge Bay entre 2019 et 2021⁵ pour des séances de travail avec les partenaires locaux et pour nos enquêtes de terrain.

Pour réaliser nos enquêtes, nous avons bénéficié de l'appui de nos partenaires locaux inuit et non inuit, notamment le Département de santé de la municipalité. Ils ont ainsi facilité nos entretiens auprès des personnes dont nous voulions sonder les perspectives sur la

question alimentaire et la santé, sur le logement et la surpopulation des ménages. Les non-Inuit (n=9, dont 5 femmes et 4 hommes) travaillent, entre autres, à la Municipalité, au Département de santé, à la garderie, à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (SCREA), au Wellness Center, ou encore au magasin de la Coopérative (Co-op). Nos entretiens, tous réalisés de façon semi-directive à leurs lieux de travail, étaient en anglais et quelques-uns en français. Le principal critère de recrutement des non-Inuit était d'avoir une expérience pertinente de la vie à Cambridge Bay en général et de ce qui est lié aux questions de l'alimentation et du logement en particulier.

C'est également par le truchement de nos partenaires du Département de la santé que nous avons noué contact avec un couple d'ainés qui nous a présenté à plusieurs Inuit ayant accepté nos demandes d'entretien. Parallèlement, nous avons lancé un appel à participation à notre projet à la radio locale et annoncé le même appel sur la page Facebook de la communauté (Cambridge Bay News-Ikaluktutiak). Grâce à la médiation de ce couple d'ainés et à l'effet boule de neige créé par la circulation de l'information dans la communauté, nous avons pu réaliser des entretiens semi-directifs avec 20 Inuit issus de 19 ménages. Tous les entretiens avec les Inuit, d'une trentaine de minutes en moyenne, se sont déroulés en anglais et portaient globalement sur la question de l'alimentation : les besoins de la communauté, la réalité alimentaire dans les familles, la nourriture traditionnelle, la culture du

² Il s'agit d'une stratégie de recherche et de formation interdisciplinaires développée par l'Université Laval et financée par Apogée Canada.

³ Voici les partenaires : Ministère de la Santé du Nunavut ; Municipalité de Cambridge Bay ; Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique (SCREA) ; la Kitikmeot Inuit Association (KIA) ; Agriculture et Agroalimentaire Canada ; Université de la Saskatchewan ; UiT l'Université arctique de Norvège ; la société Makivvik.

⁴ Anthropologie, agronomie, phytologie, économie, sciences de l'alimentation.

⁵ D'abord, deux pré-terrain : le premier d'une dizaine de jours en octobre 2019 et le second, d'environ une semaine en mars 2020, tandis que la collecte proprement dite a eu lieu entre le 8 et le 22 novembre 2021.

partage, les problèmes de logement, etc. La plupart des entretiens ont eu lieu au Wellness Center où diverses activités sont régulièrement tenues pour les Inuit, ainsi qu'à la garderie (Day care). Quelques entrevues ont eu lieu dans les domiciles, et quelques participants nous ont invité chez eux après les entrevues au Wellness Center et à la garderie. Les visites dans les domiciles nous ont ainsi permis de prendre la mesure de la dégradation des logements, de l'état des équipements et d'avoir une idée concrète des cas de surpopulation. La majorité des Inuit interviewés étaient des femmes (n=13), dont 3 ont déclaré être en couple. Une des femmes était octogénaire et nous a plusieurs fois invité chez elle où elle vit avec ses enfants devenus adultes, ses petits-enfants et des proches. Tous les participants Inuit n'ont pas donné leur âge, mais la femme octogénaire était visiblement la plus âgée.

Résultats

De l'analyse de nos données, il ressort quatre principaux constats : (1) les problèmes d'insécurité alimentaire actuels ont partie liée avec l'histoire coloniale, qui aura bouleversé l'espace social alimentaire des Inuit sur tous les plans. Contraints à un mode de vie sédentaire, les Inuit ont réorganisé leur système alimentaire et leur espace culinaire, avec l'adoption de nouveaux aliments dont l'accessibilité et la qualité dépendent de leur capacité financière. (2) La sédentarisation a fait du logement un des principaux cadres de vie et de partage des repas. Or, la pénurie de logements et leur coût onéreux sont des problèmes chroniques à Cambridge Bay. De nombreux Inuit au revenu faible se retrouvent ainsi agglutinés dans des logements vétustes et exigus où ils ont du mal à manger à leur faim. (3) Cette promiscuité domestique engendre la violence qui, à son

Les enquêtes de terrain terminées, nous nous sommes ensuite attelé à transcrire les entretiens en verbatim selon la langue utilisée pendant l'entrevue. Dans une perspective qualitative et en nous appuyant sur une analyse de contenu thématique des différents verbatim, nous exploitons les témoignages qui permettent de comprendre les perspectives inuit et non inuit sur l'insécurité alimentaire et comment les problèmes liés au logement (pénurie, surpeuplement, coûts, itinérance) influencent la qualité de l'alimentation. L'analyse s'alimente des données de littérature disponibles dans le champ de l'anthropologie alimentaire et de l'histoire politique des Inuit. Afin de préserver l'anonymat, l'identité des personnes citées dans le texte n'est pas révélée.

tour, pousse des personnes à (4) l'itinérance et/ou au retrait social. Beaucoup d'Inuit ont alors du mal à se nourrir convenablement dans un contexte où même l'alimentation traditionnelle s'érode. Pour les Inuit avec qui nous avons discuté de ces constats à Cambridge Bay, la recherche de solutions au problème d'insécurité alimentaire doit les impliquer directement. C'est sur ce dernier point que portera la discussion de cet article autour de la notion de *power shift* (Mann, 2014).

Des changements historiques dans le mode alimentaire

Pour beaucoup d'Inuit que nous avons interrogés, notamment les aînés, l'événement colonial est le

moment à partir duquel tout a changé dans leur mode d'organisation et d'alimentation. Cette conviction est aussi partagée par les non-Inuit. Les points de vue convergent alors vers la reconnaissance qu'en contraignant les Inuit à la sédentarisation, en créant des écoles résidentielles et en introduisant le capitalisme marchand dans les communautés, les peuples venus d'Europe occidentale ont peu à peu modifié les habitudes alimentaires. Néanmoins, le nomadisme d'antan continue à marquer la mémoire collective. Nombre d'Inuit ont ainsi tenu à nous rappeler que par le passé, ils se déplaçaient entre les camps saisonniers pour récolter de la nourriture tout au long de l'année. La nourriture était abondante et les gens avaient du plaisir à partager. Les choses commencent à changer dès l'installation du premier poste de traite de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans la région de Cambridge Bay en 1921. Au contact avec les Occidentaux, les Inuit commencèrent à intégrer de nouveaux apports dans leur alimentation, comme le thé, le sucre ou encore la farine, jusqu'à l'adoption de la bannique, aujourd'hui très populaire dans les communautés autochtones au Canada. Ces données sont corroborées par la littérature existante (Council et al., 2011 ; Laflamme, 2014). Le changement sera encore plus drastique à partir du moment où les Inuit seront contraints à la sédentarisation. Cette sédentarisation passait par la création des villages, des résidences, des écoles, voire par la relocalisation de certains groupes. Pour le cas précis de Cambridge Bay, une travailleuse non inuit explique que la ville s'est construite autour d'infrastructures qui, dès le départ, symbolisaient le pouvoir colonial :

Il y a d'abord eu le *building* de la GRC, puis de l'Église anglicane. Plus tard vers les années 50, il y eut un gros projet ; il s'agissait de la construction d'un radar à Cambridge Bay. Beaucoup d'Inuit y travaillaient. Le projet leur apportait beaucoup d'emplois rémunérés qui les arrachaient à leur mode

de vie traditionnel. Avec l'argent gagné, ils pouvaient s'acheter les produits venus du sud. Presqu'à la même période, une école résidentielle sera construite à Cambridge Bay et les enfants Inuit y seront socialisés et éduqués selon la culture occidentale. Tout cela a vraiment changé la vie de la communauté sur tous les plans, y compris au niveau de l'alimentation.

La mise en place de villages et de résidences a ainsi engagé les Inuit dans une relative immobilité spatiale et entraîné la modification de leur organisation sociale. Un aîné ajoute que « la mise en place des écoles résidentielles aura elle aussi joué un rôle décisif dans la modification de [leurs] habitudes alimentaires, car c'est là que les plus jeunes vont commencer à apprendre à manger les céréales, le pain, le thé, le lait et le sucre ». Auparavant, il avait relevé que des contacts plus anciens avec des explorateurs européens avaient déjà introduit certains produits de consommation chez les Inuit, dont le pain. Mais, plus que ces interactions historiques avec des peuples étrangers, la fixation des Inuit dans des villages a entraîné la réduction de leur mobilité, des activités de chasse et de récolte, ainsi que du transfert intergénérationnel des compétences essentielles à la vie (Inuit Tapiriit Kanatami, 2021). Avec l'abattage des chiens de traîneau dans certaines régions dans les années 1950 (Lévesque, 2008), et plus tard l'imposition de quotas de chasse et de pêche, leur capacité à subvenir à leurs besoins a largement diminué (Inuit Tapiriit Kanatami, 2021).

De nos jours, le développement de l'économie marchande et des épiceries à la faveur du renforcement du transport aérien a augmenté le flux et la consommation d'aliments importés du sud pour cette partie du Canada accessible uniquement par bateau ou par avion. Le mode alimentaire à Cambridge Bay est donc marqué par les habitudes eurocanadiennes : « La municipalité est la plaque tournante pour d'autres régions de Kitikmeot. La population est donc très

multiculturelle, car les gens viennent de partout au Canada pour travailler ici. Cela expose les Inuit à une plus grande variété de bouffe », explique un agent de la Municipalité. Un aîné inuit ajoute à ce sujet que « plus les générations sont jeunes, plus elles sont portées à adopter de nouvelles variantes d'aliments. La haine basée sur des faits historiques diminue avec les générations. Le mélange culturel aide à l'ouverture ». Toutefois, les Inuit demeurent attachés à la culture du partage, comme le décrit une femme non inuit :

Les Inuits ont gardé leur culture du partage des aliments ; il y a comme une culture du potlatch qui est toujours là : les gens aiment se rencontrer et ils vont apporter un plat qu'ils ont préparé pour partager. On voit ça beaucoup pendant les services funéraires. Or ce que les gens vont cuisiner et apporter plus facilement, ce n'est pas de la nourriture traditionnelle, parce que ça coûte plus cher de l'avoir. Ce que les gens apportent comme nourriture, c'est ce que tu peux trouver dans n'importe quelle épicerie dans le sud : du riz, des pâtes, des liqueurs, des sandwichs.

Cependant, le prix de ces denrées importées est onéreux et l'inflation est galopante à Cambridge Bay, alors que la majorité des Inuit ont des revenus faibles. Presque tous les Inuit que nous avons interrogés se plaignent de la vie chère et de la rareté croissante du gibier. Les chasseurs doivent aller très loin sur le territoire pour trouver du gibier, ce qui rend l'activité à la fois ardue et coûteuse. Comme conséquence, la consommation de la nourriture traditionnelle décline. Les raisons de ce déclin sont presque les mêmes partout dans l'Inuit Nunangat, à savoir : l'action anthropique, les restrictions réglementaires et les changements climatiques (Inuit Tapiriit Kanatami, 2021). Un agent

de la Municipalité explique que « les Inuit de Cambridge Bay sont toujours attachés au “country food”, mais il y a de moins en moins de chasseurs à cause du coût élevé du matériel et de l'éloignement du gibier ». Ils se tournent donc vers les aliments qui proviennent du Sud, d'autant plus que Cambridge Bay est doté de plusieurs épiceries, dont les deux plus importantes sont approvisionnées en moyenne deux fois par semaine⁶. Les aliments traditionnels, encore plus onéreux, occupent à peine 5 % de ce qui y est vendu, selon le témoignage d'un employé d'une de ces épiceries. Certes, beaucoup d'Inuit sont employés par le gouvernement et par la Municipalité⁷, mais ils ont souvent de faibles salaires, par rapport aux non-Inuit. Les Inuit salariés sont dans beaucoup de cas les seuls à apporter un revenu pour leur ménage ; une situation qui les oblige à chercher la nourriture à bas prix, mais faiblement nutritive, comme l'explique une femme : « les gens prennent ce qui est moins cher et facile à cuisiner. Tout est rapide, le “fast” est de mise. Une fois qu'on a de l'argent, ils prennent la nourriture facile ». Or cette consommation de malbouffe est répertoriée comme un indicateur d'insécurité alimentaire en Arctique (Counil et al., 2011).

En bref, la fixation de l'habitat des Inuit, la création des écoles résidentielles et le développement de l'économie marchande ont profondément bouleversé l'espace alimentaire du point de vue du mangeable, des systèmes de production, de transformation et de préparation alimentaire. Ce bouleversement se traduit par l'adoption de nouveaux aliments, de nouvelles modalités d'approvisionnement, de conservation et de préparation des aliments, ainsi que de nouvelles techniques culinaires. Pourtant, les logements dans

⁶ Northern Store et Ikaluktutiak Co-op.

⁷ Statistique Canada. (2023, 15 novembre). *Profil du Recensement* (tableau), Recensement de la population de 2021. Produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Cambridge%20Bay&DGUIDlist=2021S05101392&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&HEADERlist=0>.

lesquels les Inuit vivent à Cambridge Bay ne sont pas toujours à la hauteur de ces nouveaux défis qui se posent à la vie domestique.

La rareté des logements convenables pour les Inuit

L'une des premières choses qui ressortent de nos échanges avec les Inuit sur la question du logement est que les maisons qui leur ont été attribuées depuis leur sédentarisation n'ont été que très peu ou pas du tout rénovées. En outre, la construction de nouveaux logements est très rare à Cambridge Bay. Un aîné nous décrit la situation :

Le logement est un réel problème dans notre municipalité. Selon les informations dont je dispose, un peu plus de 295 personnes ont besoin de logement et à peine 35 maisons ont été construites ces dernières années. J'entends parler de quelques projets de logement de la part du gouvernement, mais rien de concret jusqu'ici.

Ce nombre dont nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude corrobore néanmoins les données de la SCHL précédemment relevées à l'échelle du Nunavut, Cambridge Bay ayant la particularité, en tant que centre économique du Nunavut, d'être l'objet d'un flux constant d'Inuit et de non-Inuit qui s'y installent pour des raisons professionnelles, économiques, voire scolaires (puisque l'enseignement secondaire y est offert jusqu'à la 12^e année, contrairement à d'autres communautés). Ceci, couplé à la croissance démographique, fait que le taux d'inoccupation des logements est pratiquement nul.

Toutefois, d'après des sources concordantes à Cambridge Bay, le problème de logement affecte moins les non-Inuit et les couples mixtes (Inuit et non-Inuit). En effet, les travailleurs non inuit occupent

généralement de bons emplois. À défaut d'être logés par leur employeur, ils ont un revenu suffisamment élevé pour se payer un logement décent. Ils se situent généralement entre la classe moyenne et la classe élevée. Mais une agente de la Municipalité nous explique :

au contraire, un grand nombre de couples inuit se situe dans les catégories revenu moyen et revenu faible. Ils occupent des emplois où il n'y a pas de *housing* fourni ; ça crée déjà une problématique. S'ils n'ont pas de *housing* fourni, ils vont soit aller habiter dans la maison familiale, ou, s'ils sont chanceux, ils vont avoir un logement social du *Nunavut housing Association* (NHA).

Il faut dire que l'accès des Inuit à un logement social à faible coût est un véritable casse-tête tellement les listes d'attente sont longues et les critères d'éligibilité élevés. Or, la NHA ne se réunit qu'une seule fois tous les trois mois et ne se penche en priorité que sur des cas qu'elle juge urgents. La dame poursuit :

La NHA applique un système de points qui est tel que si tu es considéré comme une personne à problème, c'est-à-dire connue comme étant violente, avec des addictions ou endettée, tu as peu de chance. Il faut vraiment être une personne sans problème et sans dette envers la NHA, là tu as un bon score et on peut donc t'attribuer un logement.

Or, quand on sait combien endémiques sont les problèmes de violence et de dépendance dans les communautés inuit, on comprend que ceux, très nombreux, qui sont connus pour ces problèmes, pourraient être disqualifiés pour l'accès à un logement social en leur nom. Si on considère ensuite la faiblesse des revenus, on comprend également que beaucoup sont pris entre les tenailles de l'insécurité du logement et de l'insécurité alimentaire.

En effet, la politique de logement à Cambridge Bay fait payer le loyer plus cher à ceux qui ont un revenu élevé. Or les Inuit ayant un revenu élevé accueillent généralement des parents et des proches. Ils se retrouvent alors dans une situation où ils dépensent beaucoup à la fois pour le logement et pour nourrir les nombreux membres de la famille à leur charge. Les personnes à faible revenu quant à elles ont tendance à se regrouper à plusieurs dans un même logement. C'est ainsi que les logements abritant cinq personnes et plus sont nombreux à Cambridge Bay⁸.

La surpopulation des logements et les difficultés alimentaires

À Cambridge Bay comme ailleurs en territoire inuit, il est courant que des gens cohabitent en grand nombre dans un même logement. Si cela fait partie des habitudes, les Inuit nous ont néanmoins expliqué qu'il y a un nombre de résidents au-delà duquel on se sent forcément à l'étroit et en surcharge. En effet, d'après Statistique Canada⁹, les logements surpeuplés sont des logements où la taille n'est pas jugée convenable pour le nombre de personnes qui y vivent et où il manque une, deux ou trois chambres à coucher ou plus. Cependant, comme l'a déjà relevé Laneuville (2015, p. 9), les normes quant au nombre acceptable de co-résidents dans une maison ne peuvent pas être les mêmes partout au Canada. Pour les Inuit, le fait, par exemple, qu'un enfant n'ait pas sa propre chambre n'est pas nécessairement une anomalie, et les familles sont habituées à des flux humains constants. Cette

considération est valable pour Cambridge Bay, car les Inuit y considèrent comme surpeuplée une maison où les pièces disponibles ne suffisent pas pour les résidents, obligeant les gens à dormir sur des sofas et des canapés.

Le sens donné à la co-résidence quant à lui paraît élastique, car une personne qui effectue des séjours réguliers de plusieurs semaines dans une famille peut être considérée comme un co-résident. Toutefois, la réalité est bien plus complexe. Mais sur la base de ce que pensent les Inuit eux-mêmes et comme l'a fait Laneuville (2015) au Nunavik, les co-résidents ici sont des personnes qui dorment habituellement dans la maison de manière continue pendant plus d'un mois. Leur nombre dans un même logement peut parfois aller au-delà de dix, comme l'explique une femme non inuit qui travaille pour la Municipalité :

Étant donné qu'il n'y a pas beaucoup de maisons, ces familles-là peuvent se retrouver à douze dans un deux chambres : on a par exemple la grand-mère et ses trois enfants qui ont chacun son conjoint ; les petits-enfants sont là aussi, sans oublier qu'il y a d'autres gens qui vivent temporairement dans la maison. Il faut comprendre qu'il y a des personnes qui vivent de temps en temps dans une maison, de temps en temps dans une autre ; elles n'ont pas vraiment de domicile fixe.

Il faut également relever que les pratiques d'adoption des enfants, très courantes chez les Inuit, contribuent, elles aussi, à rendre les familles nombreuses (Decaluwe et al., 2016). Beaucoup d'aînés se retrouvent à être la « tête » de la maisonnée, c'est-à-dire le locataire responsable du loyer, parce qu'il leur est facile d'obtenir un logement social à faible loyer de la NHS. Leurs descendants viennent alors s'y greffer, avec le risque

⁸ Information corroborée par Statistique Canada. (2023, 15 novembre). *Profil du Recensement* (tableau), Recensement de la population de 2021. Produit n° 98-316-X2021001 au catalogue de Statistique Canada. [https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-](https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Cambridge%20Bay&DGUIDlist=2021S05101392&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&HEADERlist=0)

[pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Cambridge%20Bay&DGUIDlist=2021S05101392&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&HEADERlist=0](https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Cambridge%20Bay&DGUIDlist=2021S05101392&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1&HEADERlist=0)

⁹ *Ibid.*

pour ces derniers de se retrouver sans logement, en cas de décès de l'ainé responsable du logement. Outre les aînés, les femmes inuit (plus nombreuses que les hommes à occuper un emploi salarié) et de jeunes couples salariés sont dans beaucoup de cas responsables du loyer et du revenu principal, souvent le seul, de l'unité domestique. La prise en charge alimentaire des nombreux co-résidents qui ne comptent que sur eux est alors un véritable défi et engendre inévitablement des insatisfactions.

En effet, la surpopulation résidentielle perturbe l'alimentation convenable des habitants d'un logement, surtout quand les revenus sont faibles : « au nombre que nous sommes dans notre maison, honnêtement c'est difficile de satisfaire les besoins alimentaires de tout le monde. Nous sommes actuellement neuf personnes, mais parfois nous sommes plus d'une dizaine. Nous préparons la nourriture en fonction de l'argent que nous avons », fait savoir une femme inuit qui accueille, dans la maison familiale, enfants, petits-enfants et d'autres membres de la parenté. Les enfants âgés de moins de cinq ans étaient au nombre de quatre et aucun des adultes présents dans la maison n'avait un emploi rémunéré. À la question de savoir s'il y avait toujours assez de nourriture pour tout le monde, elle a répondu par l'affirmative, mais que ce n'était pas forcément ce qu'il y a de mieux à offrir comme repas, et que les repas étaient très peu variés. La dame a néanmoins souligné que la famille avait périodiquement accès au gibier grâce à ses deux fils qui pratiquent la chasse. Cet apport, bien que précieux, est loin de combler les besoins de la famille, dans la mesure où la chasse est assujettie à une réglementation stricte, et qu'il faut parfois partager les produits de la chasse avec des proches. Chez les Inuit, la prodigalité, le fait d'être généreux et de partager la nourriture sont très valorisés. Lors des périodes de pénurie, le partage prend la forme d'une obligation morale qui permet la survie de toute la communauté.

Accueillir la parenté et des proches dans son logement et partager son revenu participent de cette culture du don dans la sociabilité inuit. Dans certaines conditions même, le vol peut être toléré, lorsqu'une demande raisonnable de nourriture se heurte à un refus (Labrèche, 2006).

Toutefois, à Cambridge Bay, les Inuit reconnaissent que l'introduction du salariat, des épiceries et le relatif déclin des activités de chasse diluent cette solidarité. Les familles nombreuses ne sauraient donc compter sur la générosité des autres membres de la communauté pour assurer tous leurs besoins alimentaires. C'est pourquoi beaucoup font face à l'incertitude quant à la régularité des repas, comme l'explique un aîné :

la sécurité alimentaire, ce n'est pas avoir telle ou telle chose à table ; c'est être en mesure d'avoir cela aujourd'hui, demain et à chaque fois que j'en ai besoin. Or ce n'est pas exagéré de dire que plus de la moitié des Inuit de Cambridge Bay ne sont pas en mesure de manger à leur faim.

À cause du nombre élevé des habitants de la maison, cette famille, comme cela a été mentionné dans d'autres entretiens, vit également une grande pression sur l'espace de la cuisine, sur les ustensiles et les équipements. Le micro-ondes était hors d'usage, tandis que la porte du réfrigérateur ne se fermait plus normalement. Le logement en lui-même était globalement vétuste et nécessitait beaucoup de réparations ; presque toutes les ouvertures (portes et fenêtres) avaient des défauts d'étanchéité. Mettre en œuvre des travaux d'entretien courant de ce logement et de ses équipements impliquerait des coûts qui influenceraient forcément le budget disponible pour l'alimentation, alors même que cette famille se plaignait déjà des coûts élevés d'électricité et de chauffage. Cette situation est à peu près celle de nombreuses familles inuit à Cambridge Bay. Et dans un ménage surpeuplé, la

pression sur les équipements et sur l'espace culinaire exacerbe les insatisfactions et les tensions.

La violence domestique et les problèmes alimentaires

Les tensions liées au surpeuplement des ménages ont plusieurs fois été signalées lors de nos entretiens comme pouvant nuire à l'alimentation. En effet, la promiscuité est propice à l'animosité qui peut troubler le partage des repas : « quand une maison est surpeuplée, ce n'est pas toujours facile de maintenir un climat d'entente qui est important pour ceux qui doivent manger ensemble. C'est difficile de bien manger dans une maison où il y a de la violence et des querelles », explique une Inuk. Ce n'est pas tant le fait de partager le repas à plusieurs qui pose problème. C'est plutôt l'insuffisance et l'irrégularité des repas dans la promiscuité qui créent des insatisfactions et des conflits. Lorsque les conflits impliquent les femmes dont le rôle est central dans l'alimentation domestique, l'irrégularité des repas s'accroît. Au service responsable de la santé mentale dans la municipalité, on explique que beaucoup d'Inuit ont la pression de ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir et pour s'occuper des enfants dans des maisons très souvent surpeuplées. À cause de cela, beaucoup tombent dans la dépression, l'anxiété, la toxicomanie et la violence.

Or ces problèmes peuvent interférer avec le partage des ressources au sein des ménages et entre eux (en particulier entre les membres de familles élargies ou différentes), aggraver les conflits et diminuer la coopération, et finalement conduire à une insécurité alimentaire accrue, comme d'autres recherches l'ont déjà constaté au Nunavik et ailleurs au Nunavut

(Hansen et al., 2021 ; Hervé et Laneuville, 2017 ; Laneuville, 2015 ; Pépin et al., 2018 ; Riva et al., 2014 ; Ruiz-Castell et al., 2015). Voici ce qu'en pense un aîné :

Les situations où les propriétaires de logements ou ceux (et celles) qui détiennent le principal revenu dans un ménage ne veulent plus avoir trop de monde chez eux sont très fréquentes ; or si les gens ne se sentent pas les bienvenus, est-ce qu'ils peuvent bien manger ? Si un couple qui accueille les membres de la parenté a des problèmes, qu'est-ce qui arrive aux gens qui se nourrissent grâce à eux ?

Ceux qui se sentent de trop peuvent alors faire profil bas ou libérer le plancher. C'est ainsi que la violence domestique peut avoir pour conséquence le retrait social de certains membres de la maisonnée, et donc, un faible soutien des proches et de la communauté. Evans et Lepore (1993) ont déjà démontré le lien entre la détresse liée au surpeuplement domestique et le faible soutien, aussi bien de la parenté restreinte que de la communauté plus large. Une forte intensité des interactions domestiques est susceptible de perturber les relations entre les membres d'un ménage au point de créer l'imprévisibilité. Cette imprévisibilité peut, à son tour, accroître le sentiment de faible contrôle sur l'environnement domestique (Lepore et al., 1992). On observe ainsi que les Inuit qui vivent dans les maisons où il y a de la violence ont tendance à s'isoler et à se retirer des interactions sociales.

La municipalité dispose pour cela de refuges¹⁰ pour accueillir aussi bien les hommes que les femmes et les enfants victimes de violences domestiques. Ces refuges sont des mesures palliatives à court terme pour aider les gens à se remettre d'expériences stressantes, mais ne découragent pas forcément certaines personnes de se retirer des relations sociales et, donc, ne les empêchent

¹⁰ Omingmak Men's Centre et Arnat Qimavik.

pas de se retrouver dans l'isolement. Or, être déconnecté des relations de partage et de réciprocité constitue une forme de mort sociale (Labrèche, 2006), car pour les Inuit, vivre, c'est être en relation et participer à la vie communautaire à travers les dynamiques de don et de contre-don. Accueillir et rendre visite est une manière d'entretenir les liens sociaux (Brière et Laugrand, 2017). Qu'il s'agisse des funérailles, des fêtes organisées à la maison communautaire et au Wellness Centre ou de toute autre activité à caractère communautaire, « y participer est le signe qu'on vit et qu'on est actif pour le bien de la communauté », explique un aîné. Toutefois, l'importance de la communauté n'inhibe pas le besoin d'autonomie des personnes. La capacité à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille demeure un indicateur de respectabilité et d'autonomie dans les sociétés inuit. Avant la sédentarisation, l'autonomie devait également s'acquérir sur le plan résidentiel après un parcours quasi initiatique qui rendait aptes les jeunes à construire une habitation et à subvenir aux besoins de leur famille. Les compétences techniques nécessaires au montage d'une tente, à la construction d'une habitation de neige ou de terre, s'acquerraient progressivement à travers la participation des jeunes aux activités domestiques. Les aînés regrettent beaucoup que ces modalités de transmission des savoirs traditionnels se soient quelque peu érodées au fil du temps. Il faut dire que dans l'éthos inuit, la maîtrise de ces techniques a toujours été la preuve d'une certaine maturité sociale adéquate pour fonder son propre foyer, car les gens étaient très tôt capables de se prendre en main (Hervé et Laneuville, 2017). L'érosion des savoirs traditionnels et les contraintes de la vie moderne où il faut désormais acquérir un logement et payer la nourriture exposent alors de nombreux Inuit à la dépendance résidentielle, alimentaire, ainsi qu'à l'itinérance.

Itinérance, retrait social et difficultés alimentaires

Pour bien comprendre la spécificité de l'itinérance à Cambridge Bay, rappelons avant tout que d'après l'Observatoire canadien sur l'itinérance (Gaetz et al., 2012), elle se rapporte à la situation d'un individu, d'une famille ou d'une collectivité qui n'a pas de logement stable, sécuritaire, permanent et adéquat, ou qui n'a pas de possibilité, les moyens ou la capacité immédiate de s'en procurer un. L'itinérance décrit une variété de situations d'hébergement et de refuges, allant de personnes logées provisoirement à des individus sans abri (Echenberg et Munn-Rivard, 2020). De façon générale, l'Observatoire canadien sur l'itinérance reconnaît quatre types d'itinérance : d'abord, les personnes (absolument) sans abri qui vivent dans la rue ou dans des lieux non appropriés pour loger les humains ; ensuite, les personnes qui recourent aux refuges d'urgence, qu'il s'agisse de refuges d'urgence de nuit pour les sans-abri ou des refuges dédiés aux personnes affectées par la violence familiale ; puis, les personnes logées provisoirement et donc sans droit au maintien dans les lieux ; et enfin, les personnes à risque d'itinérance, soit des personnes qui ne sont pas sans abri, mais dont la situation économique et/ou de logement courante est précaire ou ne satisfait pas aux normes publiques de santé et de sécurité. Toutes ces formes d'itinérance résidentielle sont propices à l'insécurité alimentaire, comme cela a déjà été documenté à travers le Canada (Hamelin et Hamel, 2009 ; Hamelin et Mercier, 2001 ; Russell et Parkes, 2018), mais ne se retrouvent pas toutes à Cambridge Bay, qui est un environnement de grand froid.

Personne n'y est dans la rue. Ce qu'on observe, ce sont surtout des personnes logées temporairement dans les familles, les personnes qui recourent aux refuges

d'urgence comme le Men's Shelter et Arnat Qimavik (pour les femmes), les personnes qui ne sont pas sans abri, mais dont la situation économique et/ou de logement courante est précaire ou ne satisfait pas aux normes publiques de santé et de sécurité. Nos interlocuteurs à la Municipalité soulignent que de nombreux Inuit sont contraints de vivre chez des proches de façon temporaire, parce qu'ils n'ont pas la possibilité d'avoir un logement permanent. Ils sont alors ce que l'Observatoire canadien sur l'itinérance appelle des *couch surfers*, c'est-à-dire des personnes qui passent d'un sofa à l'autre. Elles passent d'une maison à une autre, au gré des possibilités d'accueil par des amis, par la parenté, ou même des étrangers, mais sans la possibilité que la condition de logement devienne permanente. Très souvent incapables de payer le loyer ni de contribuer aux dépenses de nourriture, ces personnes dépendent de la générosité des familles : « ceux qui sont accueillis temporairement chez les proches n'ont pas de plan de repas ; rien n'est sûr pour eux ; ils picorent ici et là quand ils en ont l'opportunité », explique un responsable de la Municipalité. L'insécurité alimentaire qui frappe les *couch surfers* est d'autant plus chronique qu'elle est corollaire d'une insécurité résidentielle difficile à remarquer ; d'où le concept « d'itinérance cachée » alors utilisé pour caractériser leur situation. L'itinérance cachée, d'après Birdsall-Jones et al. (2010), correspond à un manque de sécurité et de permanence résidentielle pour les personnes qui ne sont pas dans la rue grâce à des relations et à des membres de leur famille, mais qui n'ont pas les moyens de se payer un logement. Or chez les amis, la famille et les proches, « on peut facilement être de trop, on ne peut pas être exigeant, on mange ce qui nous est donné ».

Au Département de santé, on pointe également la situation des personnes enlées dans des dépendances (alcool, tabac, jeux de hasard) et de celles souffrant de

maladies mentales comme étant propice à l'insécurité résidentielle et donc à la faim. En effet, la vie avec ces personnes est souvent difficile, car elles peuvent, volontairement ou malgré elles, adopter des comportements insupportables pour les autres (violence, dépenses compulsives, vols, viols, ivresse, etc.). Une expulsion du logement peut s'ensuivre et contraindre la personne en cause à l'itinérance. Or, vu l'ampleur des problèmes de dépendance, de violence et de santé mentale à Cambridge Bay, il n'est pas surprenant que les personnes aux prises avec ces problèmes soient aussi parmi les plus exposées à l'itinérance. L'insécurité résidentielle touche par ailleurs les personnes dont les relations familiales se détériorent subitement, soit par un divorce, une séparation, des conflits avec des colocataires, etc. Dans les cas, très nombreux, où ces personnes n'ont pas les moyens d'acquérir un logement personnel à court et à long terme, elles peuvent se retrouver dans l'itinérance et, conséquemment, dans des difficultés alimentaires.

Tout ce qui précède concourt à démontrer que les problèmes alimentaires chez les Inuit de Cambridge Bay émanent d'un faisceau de corrélations complexes entre l'histoire coloniale, la sédentarisation, les problèmes de logement, la situation économique des personnes, les dynamiques relationnelles au sein de la parenté, la violence sociale, etc. La discussion que nous allons à présent faire de ces constats montrera que la question de la sécurité alimentaire des Inuit touche inévitablement à celle de leur autonomie politique. Cette autonomie implique le démantèlement des relations de pouvoir asymétriques avec le gouvernement et la mise en place d'institutions participatives (Desmarais et Wittman, 2014). Les recherches de solutions à l'insécurité alimentaire, du point de vue des Inuit eux-mêmes, doivent non seulement les associer, mais prendre également en considération d'autres besoins cruciaux comme celui du logement.

Discussion : cohérence politique et power shift pour endiguer l'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire à travers le Nunavut a des explications multifactorielles, mais dans le cadre de la présente réflexion, les constats observés à Cambridge Bay nous conduisent à l'aborder dans sa dimension structurelle, notamment en lien avec le logement. Cette influence des conditions d'habitation sur l'alimentation a déjà été documentée ailleurs au Canada ; entre autres, à Toronto par Kirkpatrick et Tarasuk (2008ab) et au Nunavik par Laneville (2015). Leurs recherches convergent pour dire que l'insécurité alimentaire est inversement associée au revenu et au revenu après logement. Dans les familles à faible revenu, les achats alimentaires sont faits dans un contexte de demandes concurrentes pour d'autres types de problèmes. Si les dépenses alimentaires peuvent être facilement modifiées pour libérer de l'argent pour d'autres besoins, les coûts de logement semblent incompressibles, les loyers et les charges n'étant abandonnés qu'en cas de crise extrême. Pareils constats ont été faits à Cambridge Bay en plus de la rareté des logements.

En effet, la fixation définitive de l'habitat des peuples autochtones est considérée comme l'un des impacts les plus remarquables de leur rencontre avec les empires occidentaux, car il symbolise à lui seul l'entière des transformations structurelles vécues, notamment en lien avec leur autodétermination, leur logement et leur système alimentaire (Duhaine et al., 2001). Lorsque l'insécurité alimentaire émane de problèmes d'ordre structurel, McSween (2019) suggère que les solutions envisagées agissent surtout sur « le champ des systèmes » en place et en amont. Ce « champ des systèmes », à Cambridge Bay, ne renvoie pas seulement à l'environnement socioéconomique, mais également aux relations de pouvoirs entre les Inuit et les instances fédérales dans la définition des politiques alimentaires et de logement. L'espace social alimentaire,

nous l'avons vu, imbrique plusieurs dimensions de la vie d'une société, y compris ses institutions.

Kirkpatrick et Tarasuk (2008ab) ont déjà valorisé cette approche holistique en contexte canadien. Ils recommandent par exemple d'agir pour augmenter le revenu pour un groupe social confronté à l'insécurité alimentaire. Dupéré et Gélinau (2012) quant à eux préconisent d'agir sur les prestations sociales, l'emploi, le logement, le transport, les liens sociaux et l'accès à la terre. Les actions ne doivent pas être isolées ou fragmentées, mais toucher à plusieurs domaines de besoins de façon concertée et synergique. McSween (2019) parle de la nécessaire cohérence de l'action publique pour résoudre les problèmes de la sécurité alimentaire, car les mesures adoptées dans un domaine peuvent s'avérer inefficaces si elles font l'économie de la réalité dans d'autres domaines. C'est ce regard d'ensemble que traduit le concept d'espace social alimentaire d'après l'approche de Poulain (2003), et que nous avons jugé pertinent pour montrer que la question alimentaire n'est pas isolée des autres aspects de la vie des Inuit. La cohérence renvoie ici à la synergie entre les différents acteurs concernés par un problème. Qu'il s'agisse du processus décisionnel ou des actions à poser, la cohérence doit privilégier la synergie à la fragmentation et à la dispersion. Elle doit aussi viser l'acceptabilité des solutions en impliquant tous les acteurs concernés. L'acceptabilité chez les Inuit appelle au respect de leur culture et de leurs traditions.

Or, l'implication effective des Inuit et le respect de leurs traditions dans la recherche de solutions, c'est cela le *power shift* (Mann, 2014), c'est-à-dire le changement de paradigme par une reconfiguration des relations de pouvoir en lien avec leur souveraineté et leur autodétermination. Ce besoin de changement a été très souvent exprimé par les Inuit lors de nos échanges à

Cambridge Bay. La souveraineté ne renvoie pas pour eux à l'isolement ou l'autarcie politique ; elle signifie davantage le renforcement des relations avec leur territoire et entre les communautés (Daigle, 2019 ; Morrison, 2011).

Le Canada s'est déjà engagé dans cette voie en matière territoriale avec, entre autres, la *Loi concernant la création du territoire du Nunavut et l'organisation de son gouvernement, et modifiant diverses lois en conséquence* (Nunavut Act, 1993) qui délègue l'État fédéral d'une partie de ses pouvoirs au profit des communautés locales. Le logement et l'aménagement domiciliaire sont encadrés par la *Loi sur la société d'habitation* du Nunavut, tandis que la Société d'Habitation du Nunavut (SHN) se charge de la mise en œuvre de cette loi. Cette dernière travaille en collaboration avec différentes instances comme la Société canadienne d'hypothèques et de logement (à l'échelle nationale), le gouvernement du Nunavut (à l'échelle territoriale), ainsi qu'avec les organismes locaux (Gouvernement du Canada, 2019a). À Cambridge Bay, ces organismes locaux sont principalement la Municipalité et la Kitikmeot Inuit Association. Le défi de la cohérence politique entre toutes ces instances reste entier. Quand il s'agit de l'investissement en matière de logement, le gouvernement fédéral garde encore le contrôle dans les montages financiers. Or, le paradigme du prêt hypothécaire est peu favorable à la majorité des Inuit, car ils sont limités par la faiblesse de leurs revenus. Un rapport du gouvernement fédéral le reconnaît en ces termes :

Les faibles niveaux de revenu moyen des ménages, conjointement avec les possibilités d'emploi locales limitées dans de nombreuses collectivités, signifient que l'accession à la propriété ou la location sur le marché est hors de la portée de bien des personnes en l'absence d'accords d'achat novateurs. [...] Les banques sont parfois réticentes à accorder des prêts hypothécaires, vu les risques perçus (c.-à-d. le régime

foncier). L'assurance, si elle est accessible, est aussi très coûteuse, vu l'estimation ou l'hypothèse d'une plus grande exposition au risque auquel sont exposées les structures des communautés éloignées de l'Inuit Nunangat (Gouvernement du Canada, 2019b).

Comme le souligne si bien la *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat* (Gouvernement du Canada, 2019b), l'activité économique dans l'Inuit Nunangat n'est pas assez forte pour générer les capitaux nécessaires pour la construction et la rénovation des logements. C'est pourquoi le financement public reste la principale, sinon la seule voie de recours. Or, le gouvernement fédéral étant le principal garant du financement des logements dans l'Arctique, c'est également à lui qu'il revient de décider de l'opportunité et du moment des investissements. De fait, dans bien des communautés, le logement public constitue la seule option viable. C'est pourquoi le *power shift* doit donner aux communautés inuit la possibilité d'innover en matière d'options de logement. La *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat* (Gouvernement du Canada, 2019b) reconnaît à ce sujet que la diversification des options de logement par les logements de transition et de soutien, les locations privées abordables, les résidences privées, les coopératives, etc. sont nécessaires pour que les communautés soient en mesure de loger leurs membres, ainsi que les personnes qui s'y établissent. L'innovation en la matière devra cependant s'inspirer des cadres culturels inuit (Bayle, 2020 ; Brière et Laugrand 2017 ; Hervé et Laneuville, 2017). Pour les Inuit, il faut des habitats (*dwelling*) plutôt que des maisons (*building*). S'appuyant sur les travaux de Ingold (2021), Hervé et Laneuville (2017) font remarquer que le *dwelling* renvoie aux « formes que les individus construisent, que ce soit imaginaire ou concrètement et elles émergent dans le sillage de leurs activités sociales, dans le contexte relationnel spécifique de leur engagement pratique avec leur

environnement ». Quant au *building*, il renvoie à une activité naturelle et matérielle répondant avant tout à une nécessité vitale, à laquelle on pourrait associer par exemple la nécessité de se construire un abri. Or avant la sédentarisation forcée, les habitats des Inuit étaient des microcosmes qui reflétaient et portaient la profondeur de leurs relations sociales (Bayle, 2020). Les maisons construites par le gouvernement dans les années 1960 ne respectaient en rien la conception de l'espace habité des Inuit, mais correspondaient plutôt à la volonté politique de les assimiler. Elles sont toutes conçues suivant le modèle occidental où l'individualisme marque profondément les comportements, alors que chez les Inuit, on dénote une certaine permanence de l'habitus collectif et nomade (Brière et Laugrand, 2017).

Conclusion

Dans la présente analyse, nous nous sommes attelé à examiner les entrelacs entre l'insécurité résidentielle et l'insécurité alimentaire au Nunavut, plus précisément à Cambridge Bay. Il en ressort que l'espace social alimentaire des Inuit s'est transformé au cours de l'histoire récente. Ils ont aujourd'hui une alimentation mixte qui combine les aliments traditionnels (chasse, pêche, récolte de fruits) et les produits en provenance des grandes métropoles canadiennes. Toutefois, à cause des changements climatiques, de l'action anthropique, des formes variées de pollution, ainsi que du coût onéreux des équipements, l'accès aux aliments traditionnels est de plus en plus difficile, tandis que le coût des aliments nutritifs importés du sud reste hors de portée pour la majorité des Inuit, dont le revenu reste faible. Beaucoup de ménages peinent alors, de façon continue, à se procurer une quantité d'aliments suffisante ; n'ont pas les moyens de se faire des repas

De nos jours, la maison est devenue un objet que l'on acquiert (*building*) et non plus un projet de vie qui s'incarne dans du bâti (*dwelling*). Les Inuit ne participent ni aux politiques de logement ni à la construction de ces maisons : « ce sont d'autres qui décident pour eux. Les pouvoirs réels dans ce domaine sont tous aux mains du gouvernement » (Hervé et Laneuville, 2017, p. 56). C'est ce paradigme politique qui doit changer en même temps qu'un souci de cohérence politique devrait emmener à reconnaître que la solution aux défis alimentaires doit, au même moment, prendre en compte d'autres problèmes, comme l'autonomie résidentielle, la défavorisation économique et l'escamotage des traditions inuit dans les politiques publiques.

équilibrés ; ou alors, sont contraints de sauter des repas et de réduire des portions parce qu'il n'y a pas assez de nourriture ni d'argent pour s'en acheter. De telles difficultés sont plus graves dans les ménages surpeuplés avec enfants et vivant d'un seul revenu, celui de la personne responsable du loyer.

La surpopulation n'émane pas seulement de la persistance d'une forte mobilité intra et intercommunautaire qui fait de la maison un espace de rencontres (Brière et Laugrand, 2017). Elle découle surtout de la crise du logement que connaît tout le Nunavut, alors même que les Inuit ont maintenu leur culture de l'accueil, de partage et des visites quotidiennes. Plusieurs changent donc fréquemment de domicile, y compris les enfants qui circulent d'un foyer à l'autre selon les réseaux de parenté. On se retrouve ainsi avec des ménages où le nombre de résidents est largement au-dessus des capacités du

logement. Ces ménages sont sujets à une grande pression sur l'espace de la cuisine et sur les équipements, causant des dépenses de réparation et de remplacement d'équipements qui pèsent sur le revenu disponible pour l'alimentation. Ces ménages sont également sujets aux tensions qui perturbent le partage des repas et acculent des personnes au retrait social. Comme ces dernières, les personnes sans domicile fixe qui passent de canapé en canapé pour une ou plusieurs nuits sont aussi exposées à la faim. L'unité résidentielle, depuis la sédentarisation historique, s'est en effet imposée comme un espace de

prédilection pour les rencontres et le partage, dont la nourriture et les revenus. Toute initiative qui vise à atteindre l'autonomie alimentaire chez les Inuit de Cambridge Bay devra donc, au même moment, s'attaquer aux problèmes relatifs à l'autonomie résidentielle dans une logique qui respecte leurs traditions et leur souveraineté (au sens d'autonomie). Il faudra pour cela les impliquer, aussi bien dans la définition des politiques alimentaires et de logement que dans leur mise en œuvre.

Remerciements: Nos sincères remerciements à Sentinelle Nord dont le financement a rendu possible la présente recherche. Merci à tous nos collègues de l'Université Laval et d'ailleurs, à nos partenaires et collaborateurs à Cambridge Bay, ainsi qu'à toutes les personnes, inuit et non-inuit, pour leurs apports multiformes tout au long du processus de recherche.

Séraphin Balla est enseignant au Département d'anthropologie de l'Université de Yaoundé I et Professeur associé au Département d'anthropologie de l'Université Laval. Il est également membre de la Chaire de recherche Sentinelle Nord sur les relations avec les sociétés inuit et Codirecteur de la revue du Centre Interuniversitaire d'Études et de Recherches Autochtones (CIÉRA).

Caroline Hervé est Professeure agrégée au Département d'anthropologie de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche Sentinelle Nord sur les relations avec les sociétés inuit. Elle est également membre du Centre Interuniversitaire d'Études et de Recherches Autochtones (CIÉRA).

Références

Arriagada, P. (2017). L'insécurité alimentaire chez les Inuits vivant dans l'Inuit Nunangat. *Statistique Canada*. 75-006-2017-15-fra.pdf

Bayle, M. (2020). Réflexions pour une architecture significative : univers symbolique et matériel de la maison chez les Inuit du Nunavik (Note de recherche). *Études/Inuit/Studies*, 44(1-2), 161-182. <https://doi.org/10.7202/1081801ar>

Birdsall-Jones, C., Corunna, V., Turner, N., Smart, G. et Shaw, W. (2010). *Indigenous homelessness, Final report. Working Paper*. Australian Housing and Urban Research Institute. <http://hdl.handle.net/20.500.11937/6784>

Brière, A. et Laugrand, F. (2017). Maisons en communauté et cabanes dans la toundra : appropriation partielle, adaptation et nomadisme chez les Inuits du Nunavik et du Nunavut. *Recherches amérindiennes au Québec*, 47(1), 35-48. <https://doi.org/10.7202/1042897ar>

Canadian Geographic. *Atlas des peuples autochtones du Canada*. <https://atlasdespeuplesautochtonesducanada.ca/article/inuit-nunangat-2/>

Counil, É., Gauthier, M.-J. et Dewailly, E. (2011). Alimentation et santé publique dans les communautés Inuits du Nord-du-Québec : vers un changement de paradigme. Dans J.-G. Petit, Y. Bonnier Viger, P. Aatami et A. Iserhoff

- (dir.), *Les Inuits et les Cris du Nord du Québec*. Presses de l'Université du Québec, Presses universitaires de Rennes.
- Daigle, M. (2019). Tracing the terrain of Indigenous food sovereignties. *The Journal of Peasant Studies*, 46(2), 297-315. <https://doi.org/10.1080/03066150.2017.1324423>
- Decaluwe, B., Poirier, M.-A. et Muckle, G. (2016). L'adoption coutumière chez les Inuit du Nunavik : ses spécificités et conséquences sur le développement de l'enfant. *Enfances, Familles, Générations*, (25). <https://doi.org/10.7202/1039503ar>
- Desmarais, A. A. et Wittman, H. (2014). Farmers, foodies and First Nations: Getting to food sovereignty in Canada. *The Journal of Peasant Studies*, 41(6), 1153-1173. <https://doi.org/10.1080/03066150.2013.876623>
- Duhaime, G., Chabot, M. et Gaudreault, M. (2002). Food consumption patterns and socioeconomic factors among the inuit of Nunavik. *Ecology of Food and Nutrition*, 41(2), 91-118. <https://doi.org/10.1080/03670240214491>
- Duhaime, G., Bernard, N. et Godmaire, A. (2001). La sédentarisation des autochtones. Dans G. Duhaime (dir.), *Le Nord* (p. 173-193). Presses de l'Université Laval. <https://atlas.cieq.ca/le-nord/la-sedentarisation-des-autochtones.pdf>
- Dupéré, S. et Gélinau, L. (2012). *Vers une autonomie alimentaire pour tous : Agir et Vivre Ensemble le Changement*. Rapport de recherche. Fonds de recherche du Québec – Société et culture. Programme Actions concertées.
- Echenberg, H. et Munn-Rivard, L. (2020). *L'itinérance au Canada : définitions et recensements*. Bibliothèque du Parlement.
- Evans, G. W. et Lepore, S. J. (1993). Household Crowding and Social Support: A Quasiexperimental Analysis. *Journal of personality and social psychology*, 65(2), 308.
- Gaetz, S., Barr, C., Friesen, A., Harris, B., Hill, C., Kovacs-Burns, K., [...] et Marsolais, A. (2012). *Définition canadienne de l'itinérance*. Publication de l'Observatoire canadien sur l'itinérance.
- Gouvernement du Canada. (2019a). *Recommandations sur la politique sur le logement dans le Nord*. <https://www.canada.ca/fr/savoir-polaire/publications/conference-sur-le-logement-dans-le-nord/recommandations-sur-la-politique-sur-le-logement-dans-le-nord.html#h5-23>
- Gouvernement du Canada. (2019b). *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat*. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1554820296529/1554820324561?wbdisable=true>
- Granger, A. (2022). *La colonisation et les représentations médiatiques de l'alimentation au Nunavik* [mémoire de maîtrise, Université de Montréal]. Papyrus. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/27913>
- Hamelin, A.-M. et Hamel, D. (2009). Food Insufficiency in Currently or Formerly Homeless Persons is Associated with Poorer Health. *Canadian Journal of Urban Research*, 18(2), 1-24. <http://www.jstor.org/stable/26193258>
- Hamelin, A.-M. et Mercier, C. (2001). Itinérance et sécurité alimentaire. *Équilibre en tête*, 15(4), 1-6.
- Hansen, C. B., Larsen, C. V. L., Bjerregaard, P. et Riva, M. (2021). The effect of household crowding and composition on health in an Inuit cohort in Greenland. *Scandinavian Journal of Public Health*, 49(8), 921-930. <https://doi.org/10.1177/1403494820929496>
- Harder, M. T. et Wenzel, G. W. (2012). Inuit Subsistence, Social Economy and Food Security in Clyde River, Nunavut. *Arctic*, 65(3), 305-318. <http://www.jstor.org/stable/41758937>
- Hervé, C. et Laneuville, P. (2017). La quête d'autonomie résidentielle des femmes inuites du Nunavik : une perspective relationnelle. *Recherches amérindiennes au Québec*, 47(1), 49-58. <https://doi.org/10.7202/1042898ar>
- Ingold, T. (2021). *The perception of the environment: Essays on livelihood, dwelling and skill* (1st edition). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003196662>
- Inuit Tapiriit Kanatami. (2021). *Stratégie sur la sécurité alimentaire dans l'Inuit Nunangat*. <https://www.itk.ca>
- Kirkpatrick, S. et Tarasuk, V. (2008a). Food insecurity in Canada: Considerations for monitoring. *Canadian Journal of Public Health*, 99(4), 324-327.
- Kirkpatrick, S. et Tarasuk, V. (2008b). Food insecurity is associated with nutrient inadequacies among Canadian adults and adolescents. *The Journal of nutrition*, 138(3), 604-612.
- Labrèche, Y. (2006). Variations saisonnières et échange-don de nourriture chez les Inuit du Nunavik.

- Études/Inuit/Studies*, 30(2), 73-94.
<https://doi.org/10.7202/017566ar>
- Laflamme, L. (2014). *La sécurité alimentaire selon la perspective d'Inuit du Nunavik* [thèse de doctorat, Université Laval]. Bibliothèque et Archives Canada. <http://central.bac-lac.gc.ca/.redirect?app=dams&id=6072032f-0560-4ffc-b00e-8479292ffca6>
- Lamalice, A., Avar, E., Coxam, V., Herrmann, T., Desbiens, C., Wittrant, Y. and Blangy, S. (2016). Soutenir la sécurité alimentaire dans le Grand Nord : projets communautaires d'agriculture sous serre au Nunavik et au Nunavut. *Études/Inuit/Studies*, 40(1), 147-169.
<https://doi.org/10.7202/1040149ar>
- Laneuville, P. (2015). *Bring hope and restore peace a study report on the life and concerns of Inuit women of Nunavik*. Saturviit Inuit Women's Association of Nunavik.
- Laugrand, F. (2013). Les Inuit face aux changements climatiques et environnementaux La résurgence de chocs cosmopolitiques ? *Communication*, Vol. 31/2.
<https://doi.org/10.4000/communication.4458>
- Laugrand, F., & Oosten, J. (2002). Canicide and Healing. The Position of the Dog in the Inuit Cultures of the Canadian Arctic. *Anthropos*, 97(1), 89–105.
<http://www.jstor.org/stable/40465618>
- Lepore, S., Evans, G. W. et Schneider, M. L. (1992). Role of Control and Social Support in Explaining the Stress of Hassles and Crowding. *Environment and Behavior*, 24(6), 795-811. <https://doi.org/10.1177/0013916592246006>
- Lévesque, F. (2008). *Les Inuit, leurs chiens et l'administration nordique, de 1950 à 2007 : anthropologie d'une revendication inuit contemporaine* [thèse de doctorat, Université Laval].
- Lévesque, F. (2011). An ordinance respecting dogs: How creating secure communities in the Northwest Territories made Inuit insecure. Dans M. Daveluy, F. Lévesque et J. Fergusson (dir.), *Humanizing Security in the Arctic* (p. 73-90). CCI Press.
- Mann, A. (2014). *Global activism in food politics: Power shift*. Palgrave Macmillan.
- McSween, R.-A. (2019). *Les conditions propices à la cohérence de l'action publique en sécurité alimentaire au Québec* [mémoire de maîtrise, École nationale d'administration publique]. Espace ENAP.
<https://espace.enap.ca/id/eprint/179/>
- Morrison, D. (2011). Indigenous food sovereignty: A model for social learning. Dans H. Wittman et A. Desmarais (dir.), *Food sovereignty in Canada: Creating just and sustainable food systems* (p. 97-113). Fernwood Publishing.
- Nunavut Act. (1993). *Loi concernant la création du territoire du Nunavut et l'organisation de son gouvernement, et modifiant diverses lois en conséquence*. <https://www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/N-28.6/page-1.html>
- Pépin, C., Muckle, G., Moisan, C., Forget-Dubois, N. et Riva, M. (2018). Household overcrowding and psychological distress among Nunavik Inuit adolescents: A longitudinal study. *International Journal of Circumpolar Health*, 77(1).
<https://doi.org/10.1080/22423982.2018.1541395>
- Poulain, J.-P. (2003). L'espace social alimentaire, un concept pour comprendre les modèles alimentaires. *La lettre scientifique de l'Institut Français pour la Nutrition*, 89, 7-20.
- Power, E. M. (2008). Conceptualizing Food Security for Aboriginal People in Canada. *Canadian Journal of Public Health*, 99(2), 95-97. <https://doi.org/10.1007/BF03405452>
- Radio-Canada. (2022, 18 octobre). Une stratégie pour construire 3000 logements d'ici 2030 au Nunavut. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1925607/nunavut-3000-logements-2030-societe-habitation-nccd>
- Riva, M., Larsen, C. V. L. et Bjerregaard, P. (2014). Household crowding and psychosocial health among Inuit in Greenland. *International Journal of Public Health*, 59(5), 739-748. <https://doi.org/10.1007/s00038-014-0599-x>
- Robin, T. (2019). Our Hands at Work: Indigenous Food Sovereignty in Western Canada. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 9(B), 85-99.
<https://doi.org/10.5304/jafscd.2019.09B.007>
- Ruiz-Castell, M., Muckle, G., Dewailly, É., Jacobson, J. L., Jacobson, S. W., Ayotte, P. et Riva, M. (2015). Household Crowding and Food Insecurity Among Inuit Families With School-Aged Children in the Canadian Arctic. *American Journal of Public Health*, 105(3), 122-132.
<https://doi.org/10.2105/AJPH.2014.302290>
- Russell, J. et Parkes, M. (2018). Exploring homelessness and Indigenous food Systems in northern British Columbia. *Canadian Food Studies / La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 5(2), 162-179. <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v5i2.212>
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. (2022). *Rapport sur le logement dans le Nord*.

https://publications.gc.ca/collections/collection_2022/schl-cmhc/NH12-321-2022-fra.pdf

Statistique Canada. (2022). *Les conditions de logement des Premières Nations, des Métis et des Inuit au Canada selon les données du Recensement de 2021*. Recensement en bref.

<https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/catalogue/98-200-X2021007>